

CONSENSUS ANTI-CONSENSUS DE WASHINGTON : Vers le solidarisme contractuel dans l'architecture financière mondiale

Dr Yves Ekoué Amaïzo
Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence *Afrology*
12 octobre 2010

1. Introduction : une réglementation qui gène la reprise économique ?

Suite au sauvetage massif des banques par les Etats et la nouvelle réglementation du secteur bancaire dite de "*Bâle III*", la crise financière et économique est définitivement derrière nous. En effet, d'après Bâle III, les institutions financières doivent faire passer leurs fonds propres à 4,5 % du total du bilan avant 2015 et mettre de côté avant 2019 2,5 % de ce bilan comme un fond de précaution obligatoire. Il est encore possible pour de nombreuses banques d'échapper à cette réglementation sans être inquiétées. La fragile reprise économique ne permet pas réellement de mettre en œuvre ces décisions politiques, d'où l'avertissement de nombreux banquiers qui rappellent que "*la nouvelle réglementation pourrait étouffer la reprise*"¹ surtout qu'une certaine flexibilité pourrait être introduite dans les normes relatives à la liquidité, dès lors que les fluctuations défavorables du marché pourraient l'exiger.

2. La fin des certitudes improductives

Lorsque le Président du Groupe de la Banque mondiale (GBM), Robert Zoellick, déclare fin septembre 2010 qu'il y a besoin de "*repenser la vieille école de pensée relative à l'économie du développement*", il ne fait qu'affirmer par un euphémisme diplomatique, ce qui est clair, autrement dit et sans le dire, que le "*libre marché ne marche plus*". Il pensait certainement aux Etats-Unis puisque pour les pays pauvres très endettés et la majorité des pays africains, ce constat avait été fait il y a belle lurette. L'échec du consensus de Washington avait malgré tout besoin d'être reconnu par un américain que l'on ne peut taxer de "*socialisant*"². A ce titre, il faut se demander si les rôles ne sont pas simplement partagés entre lui et Ben Bernanke, le Président de la FED, la banque centrale des Etats Unis. En effet, ce dernier, dans un discours récent sur les implications de la crise financière sur l'économie, a conclu que la "*récente crise financière était plus un échec de l'ingénierie et le mangement économique que ce que j'appelle la science économique*". Autrement dit, il n'est pas question pour lui de remettre en cause les théories économiques mais simplement leur mode de gestion par les dirigeants. Il rajoute d'ailleurs pour lever toute équivoque que "*les économies orthodoxes sont dans leur grande majorité justes et ont en fait réussi à passer le test de la crise. Ce fut la mise en œuvre de ces théories, leur gestion et leur exécution qui ont échoué*"³. Pour George Soros, il y a de quoi avoir peur de telles déclarations⁴ surtout lorsque la reprise économique est fragile et que les actifs fictifs n'ont pas totalement disparu des bilans des banques.

3. Les économies dites "avancées" avancent comme des escargots

Mais cela fait des décennies que les économistes alternatifs et les pays qui subissent les effets collatéraux de la politique sous-jacente au Consensus de Washington et commune au Trésor

américain, le groupe de la Banque mondiale et le Fond monétaire international en étaient convaincus. Pourquoi donc un tel revirement à 180 degrés du patron du GBM ? Est-ce parce que les pays émergents notamment la Chine sont en train de pousser à l'extrême ce dogme sur leur marché d'exportation, ce qui en retour fait peser durement et sans possibilité de recours, le poids réel des effets collatéraux sur les Etats-Unis et sur les pays adeptes de cette politique économique ? A moins que ce ne soit le fait que la Chine et l'Inde, qui ont systématiquement choisi de ne pas appliquer les recettes préconisées par les tenants de cette école de pensée de l'économie dominante, sont en train de réussir leur décollage économique avec des taux de croissance oscillant entre le double et le quadruple de certaines de économies dites avancées, grandes adeptes du consensus de Washington ? Certainement que la réponse tient des deux points !

En effet, d'après les dernières statistiques d'octobre 2010 du Fond monétaire international, on peut s'interroger, à juste titre, sur le soutien effectif des pays industrialisés, dénommés "*économies avancées*", à l'économie mondiale. Après une chute à -3,2 % du PIB en 2009 et des prévisions en baisse passant à 2,7 % du PIB en 2010⁵, les économies avancées ne soutiennent plus la croissance mondiale. Ce sont les économies émergentes et en développement qui, non seulement ont témoigné d'une résilience impressionnante avec 2,5 % du PIB en 2009, mais affichent une croissance économique du PIB de 7,1 % pour 2010. Avec un différentiel de croissance entre les économies avancées et les économies "*non avancées*" de 4,4 % en 2010 en faveur de ces dernières, la terminologie référant aux économies avancées choisie par le FMI doit changer. Ce d'autant plus que la tendance devrait perdurer en 2011 avec 4,2 % et en 2015 avec 4,3 % en faveur des économies émergentes et en développement. Curieusement, les économies avancées sont en train de s'installer dans une stagnation où la croissance molle, en réalité négative si on n'avait pas « tripatouillé » les critères statistiques, va rimer avec absence de création d'emplois et ajustement structurel. Avec la soif de protectionnisme institutionnalisé et mutuellement accepté entre elles, il faut bien constater que les économies dites "*avancées*" avancent comme des escargots.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'inquiétude frisant le "*rappel à l'ordre*" de Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, qui rappelle en prélude à la dernière réunion annuelle du FMI et du Groupe de la Banque mondiale de septembre 2010, qu'un retour de la croissance économique n'est pas suffisant surtout si cette croissance ne s'accompagne pas de la création d'emplois.

Selon le FMI, quatre défis devraient pouvoir soutenir la sortie de crise financière :

- la réduction de la dette souveraine de certaines économies avancées ;
- le retour à la création d'emplois sans lequel l'homme de la rue ne peut croire à une véritable croissance retrouvée ;
- la supervision et la régulation du secteur financier, après des années de dérégulation — une des sources principales de la crise financière de 2008, ne devraient pas être gênées par l'introduction de nouvelles formes de taxation sur les transactions financières ;
- le reflexe de la coopération mondiale qui a suivi la crise financière tend à disparaître au profit de réflexes de protectionnisme où chacun tend à ajuster sa compétitivité derrière les valeurs relatives de sa monnaie⁶.

Aussi pour le Directeur général du FMI, "*La crise ne sera pas derrière nous tant que le taux de chômage n'aura pas diminué de manière substantielle*"⁷. Comment rééquilibrer les déséquilibres dans l'économie mondiale demeure la priorité et l'urgence ? Le seul problème est que ce problème ne se posait pas tant que les économies riches pouvaient assoir une partie de leur richesse sur les

ponctions tirées des pays pauvres en jouant tant sur les influences, les contre-vérités des urnes fondant les déficits démocratiques que les transferts inverses de l'aide au développement. Les pays émergents ne souhaitent plus être phagocytés tels les nouveaux membres de l'OCDE inscrits à la marge d'un système qui ne conçoit l'économie du rendement croissant chez les riches que sur la base du rendement décroissant chez les pauvres. Le socialisant français Dominique Strauss-Kahn l'a bien perçu sauf qu'il n'a pas les coudées franches au FMI pour même organiser une conférence mondiale sur *le solidarisme contractuel et la refonte des déséquilibres budgétaires des Etats*. La mission de surveillance du FMI reste plus que d'actualité mais ne doit pas s'appliquer selon des formules de deux poids deux mesures et selon que l'on dispose ou pas d'influence militaire et économique.

5. L'Afrique soutient la croissance économique mondiale

Si l'on doit considérer les grandes régions qui soutiennent la croissance mondiale, il y a lieu de rappeler quelques vérités que de nombreux médias politiquement corrects omettent d'afficher (voir le tableau 1). En effet, entre 2009 et 2015 sur la base du différentiel avec la moyenne mondiale de la croissance du PIB, l'Afrique subsaharienne est un contributeur net à la croissance économique mondiale, ce depuis 2002 et même avant et après la crise financière de 2009. A un niveau moindre, l'Afrique du nord et le Moyen-Orient, les pays en développement d'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont en rien gêné la croissance économique mondiale. A l'opposé, les économies dites avancées telles que l'Union européenne, les Etats-Unis, le Japon et ainsi que de nombreux autres pays riches ont plutôt été des poids pour l'économie mondiale surtout depuis la crise financière de 2008.

Tableau 1 : QUELLES REGIONS SOUTIENNENT LA CROISSANCE MONDIALE ?
Différentiel de croissance économique entre le monde et la région choisie
Produit intérieur brut réel, 1992-2015, en %
(soutenir la croissance mondiale = avoir un différentiel au-dessus de 0)

	Moyenne 1992-2001	Moyenne 2002-2008	2009	2010*	2011*	2015*
Economies avancées	-0,4	1,9	-4,8	-2,1	-2	-2,2
Etats-Unis	0,3	-1,9	-3,2	-2,2	-1,9	-2
Japon	-2,3	-2,8	-5,8	-2	-2,7	-2,9
Union européenne	-0,9	-1,9	-4,7	-3,1	-2,5	-2,4
Economies émergentes et en développement	0,6	2,8	1,9	2,3	2,2	2,1
Afrique subsaharienne	-0,4	2,3	2	0,2	1,3	0,8
Afrique du nord et Moyen-Orient	0,2	1,4	1,4	-0,7	0,9	0,3
Amérique latine et Caraïbes	-0,2	0	-2,3	0,9	-0,2	-0,7
Europe centrale et de l'est	-0,4	1,2	-4,2	1,1	1,1	0,5
* Projections						
Source : A partir de IMF, <i>World Economic Outlook: Recovery, Risk and Rebalancing, October 2010</i> , IMF, Washington D.C., 2010, p. 177.						

A la lumière de ces écarts de croissance entre les régions et pays, il est possible aujourd'hui d'affirmer que le "*rattrapage économique*" des pays émergents est en cours d'exécution, celui de l'Afrique est à venir et demeure potentiel. Il faudrait pouvoir avoir plus de 1 % de différentiel avec la moyenne pour espérer penser à un véritable début de rattrapage, encore faut-il que cet écart perdure dans le temps, ce qui peut faire penser à la notion de développement durable. Les inégalités persistantes, récurrentes et en augmentation à l'intérieur d'un même pays pourraient à

terme servir de détonateur de manifestations et grèves partielles ou illimités pour la défense du pouvoir d'achat. Il ne s'agit en fait aujourd'hui que de signes précurseurs annonçant avec fracas l'arrivée du général Caca et de crises sociales multiformes.

Dans les pays démocratiques, les syndicats pourront peut-être canaliser les mouvements spontanés. Mais dans la plupart des pays africains, c'est la répression banalisée en une impunité déshonorante avec des morts à la clé qui fait office de négociation entre les autorités et les populations comme chacun a pu le voir par exemple au Cameroun, au Togo ou au Mozambique, dès lors que les manifestations pourraient conduire à terme à un départ des dirigeants. Pour les ambassades occidentales en poste dans ces pays, se cacher derrière leur obligation de réserve pour mieux continuer à défendre leurs intérêts sous le couvert parfois de la démocratie palliative ne leur fait pas honneur. Les acrobaties du langage diplomatique ne doivent pas devenir tout simplement une relecture de leur point de vue de la réalité tragique et injuste que subissent les peuples africains.

6. Réajustement structurel des droits de vote : entre coopération et contradiction intelligentes

Le nouvel ordre mondial malheureusement ne se fait pas sur la base d'une coopération intelligente entre les Etats, ce qui supposerait d'ailleurs une volonté réelle d'organiser la solidarité entre les dirigeants du monde. Ce nouvel ordre mondial en émergence se dessine sur la base d'un rapport de force économique compte tenu de la progression fulgurante des pays émergents. Les institutions de Bretton-Woods l'ont compris. Le Groupe de la Banque mondiale prend les devants en accordant un 3^e siège à l'Afrique sur les 25 que comporte son conseil d'administration. C'est Mme Dr. Renasi Mokate, cadre dirigeant de la Banque centrale d'Afrique du sud, qui représentera dès le 1^{er} novembre 2010, les trois grandes puissances économiques africaines au conseil d'administration de la Banque mondiale : l'Afrique du sud, l'Angola et le Nigeria. L'augmentation d'un siège au sein de ce Conseil ne modifie en rien l'influence européenne qui compte huit sièges. Les Américains en association avec l'Europe disposent toujours d'une large majorité en termes de droits de vote. L'apparente majorité dans ce Conseil d'administration des pays émergents et en développement n'est qu'un trompe l'œil qui permet de les faire patienter et donne bonne conscience à ceux qui n'arrivent plus à soutenir, de manière durable, la croissance mondiale.

L'objectif, aujourd'hui hors de portée, d'équilibrer les pouvoirs au niveau des droits de vote du GBM entre pays dits avancés et pays émergents et en développement doit nécessairement être poursuivi. En effet, personne ne peut comprendre pourquoi le GBM, qui intervient quasi-exclusivement dans les pays émergents et en développement et s'est grandement enrichi depuis du fait de ses interventions, doit continuer à fonctionner de manière archaïque comme si les pays émergents et en développement étaient encore des colonies comme en 1945.

Les erreurs de stratégie, les erreurs d'appréciation, les prises de bénéfices sur le dos des populations pauvres par le groupe de la Banque mondiale, malgré l'image d'éthique que cette institution est en train de se donner, ne doivent pas être oubliées. En réalité, ces erreurs n'en sont pas car la qualité du personnel et des dirigeants des institutions de Bretton Woods ne permet pas l'erreur. Il ne s'agit que de l'application des décisions des pays disposant de la majorité au sein du conseil d'Administration qui défendent âprement et par l'abus du pouvoir économique, leurs

intérêts en organisant des politiques géo-stratégiques défavorisant les pays qui ne sont pas membres du club des riches. L'exemple des conseils donnés par le FMI et le GBM à la Hongrie sur un peu plus d'une décennie est un témoignage actuel des résultats inefficaces et destructeurs d'emplois dans un pays qui aurait dû se hisser au niveau des pays émergents si les institutions de Bretton Woods n'étaient pas intervenues⁸.

Il est sûr que s'il y avait un meilleur équilibre en termes de droits de vote entre les pays dits avancés d'une part et les pays émergents et développement d'autre part, les projets et programmes du GBM connaîtraient plus de réussite et les fonds iraient véritablement aux bénéficiaires en dernier ressort, les populations. En Afrique, c'est encore plus grave car ce sont partiellement les dirigeants africains, errant au sommet de l'Etat sans stratégie industrielle et de création d'emplois qui contribuent indirectement à l'échec des politiques économiques, ce d'autant plus que la corruption et l'impunité se sont invitées de manière durable dans la gouvernance africaine.

7. La Banque mondiale favorise l'impunité des dirigeants des pays pauvres très endettés

Il faut donc s'attaquer à cette approche du groupe de la Banque mondiale consistant à quasi-systématiquement prendre des garanties de l'Etat avant de s'engager. Cela exclut de fait la responsabilité de la Société financière internationale, le volet d'appui au secteur privé du groupe de la Banque mondiale, qui s'efforce justement de s'engager uniquement sur les critères de "*rentabilité des projets*" et non de couverture des risques par l'Etat. En réalité, le groupe de la Banque mondiale ne veut pas prendre de risques et fait semblant d'en prendre, avec l'accord tacite de certains ministres des finances africains, quant ce n'est pas le chef de l'Etat lui-même qui octroie personnellement cette garantie. Celle-ci se solde assez régulièrement par un manque de solvabilité à terme, un endettement exponentiel de l'Etat que le même groupe de la Banque mondiale finit par annuler, tout au moins la partie qu'un système inique de calcul d'intérêts a fini par rendre impayable. Aussi, pour éviter à de nombreux Etats de devenir défailants, il fallait techniquement créer l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés, le fameux PPTE qui permet en réalité de consolider la mauvaise gouvernance dans les pays africains. En effet, avec un tel mécanisme, on peut se demander si le Groupe de la Banque mondiale, avec toute l'intelligence collective qui est la sienne, n'a pas créé, surtout dans les pays souffrant de manière chronique de déficit démocratique, une initiative pour l'impunité des dirigeants des pays pauvres très endettés. Quelle contradiction intelligente !

Avec un équilibre entre les pays industrialisés et les autres au niveau du conseil d'administration de la Banque mondiale, l'utilisation des fonds de cette institution, nécessaire par ailleurs, gagnerait en efficacité et la gestion des gouvernements africains en efficience. La Banque mondiale ne sera plus le siège indirect des influences des pays riches industrialisés qui veillent à freiner par tous les moyens subtils, l'industrialisation et la distribution du pouvoir d'achat dans les pays émergents et en développement. Bien sûr que la Banque mondiale se défendra de ne pas venir tous les matins que Dieu fait pour "*comploter*" contre les économies émergentes ou pauvres. Mais les faits sont là ! Sans la puissance de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud et quelques pays disposant de réserves indispensables pour les pays dits avancés, le réaménagement de l'architecture financière et économique mondiale n'aurait même pas eu un début de commencement. C'est donc bien les pays et les régions qui disposent d'un différentiel de croissance économique supérieur à la moyenne mondiale, ceci sur une longue durée, qui sont en train de forcer la renaissance du droit

de décider au sein des structures décisionnelles unilatéralement kidnappées par les pays dits avancés depuis la seconde guerre mondiale.

Il est vrai que le 25 avril 2010, les 186 membres de la Banque mondiale avaient accepté une réforme des droits de vote de certains pays européens dont la France et l'Allemagne, vers les pays émergents. 3,13 % des droits de vote ont changé de propriétaire, ce qui a profité à la Chine. Il s'agit donc de la diplomatie intelligente des pays émergents au sein du G20 qui a conduit aux engagements du sommet du G20 de Pittsburgh (septembre 2009) où un consensus s'est dégagé de voir 3 % des voix des pays riches se répartir entre les pays en développement et en transition⁹. La Banque mondiale a réussi l'opération non sans avoir, après 20 ans de statu quo, augmenter le capital de 5,1 milliards de \$US, répartis principalement entre les pays avancés et les pays émergents¹⁰. A part le Soudan, les 47 pays d'Afrique subsaharienne ont soit perdu leur part ou sont restés inchangés. Les pays pauvres, ceux d'Afrique en particulier, sont les véritables perdants de cette réforme qui se fait sur la base de la capacité à contribuer de manière substantielle au capital de la Banque mondiale.

C'est ainsi que les Etats-Unis avec 16,85 % des droits de vote n'ont rien concédé. Ceux qui ont fait des concessions sont le Japon qui se retrouve avec 6,86 % des droits de vote, l'Allemagne avec 4 %, la France et la Grande Bretagne avec chacun 3,75 %. Les pays émergents qui voient leur part légèrement augmenter sont principalement la Chine avec 4,42 % des droits de votes, l'Inde avec 2,91 % et le Brésil avec 2,24 %¹¹.

8. Absence de solvabilité égale, dévaluation du billet vert

Si un réajustement peut sembler souhaitable, personne ne peut oublier que toutes les principales décisions modifiant substantiellement l'architecture du système monétaire et financier international se sont faites essentiellement sous des formes plus ou moins directes d'unilatéralisme américain fondé sur un suivisme européen. Il suffit de rappeler au moins deux passages en force en 1944 et en 1971.

C'est lors de la création en 1944 (du 1er au 22 juillet) des deux institutions que sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la future banque mondiale, que les Etats-Unis n'ont pas suivi les recommandations de l'économiste Britannique John Maynard Keynes et ont préféré opter pour un système asymétrique les avantageant en tant que puissance émettrice de billet vert pour le monde. Le nouveau système monétaire reposait sur la convertibilité directe d'une monnaie par le biais d'une parité fixe tolérant une légère flexibilité, en une monnaie marchandise que fut l'or. Ainsi, chaque Etat devait assurer la convertibilité de sa monnaie en or par une parité fixe avec toutefois une marge de fluctuation de 1%. En réalité, cette convertibilité d'une devise en or était rapidement remplacé par la convertibilité de la devise en dollar des Etats-Unis puisque personne ne pouvait remettre à l'époque en cause la possibilité pour les Etats-Unis, le grand vainqueur de la seconde guerre mondiale de ne pas honorer ses engagements à l'international. L'Union soviétique, deuxième vainqueur, n'a pas cru à ce système et a préféré organiser son propre réseau autour du rouble et les pays de l'Europe de l'est.

Plusieurs années de déficits budgétaires considérables américains se sont transformées en un poids empêchant tout effet de levier de fonctionner, que la défaite américaine dans la guerre de Vietnam

n'a réussi qu'à amplifier dans les années 1970. Les Etats-Unis, dans ces années a réussi le tour de force de cumuler un double déficit de sa balance commerciale et de sa balance des paiements, tout en continuant à émettre des billets verts qui ne reposaient sur aucune production réelle et servaient principalement pour le paiement des dépenses militaires et les investissements américains à l'étranger. Une fuite de capitaux sans précédent a eu lieu aux Etats-Unis au cours du premier semestre de 1971. Les pays alliés ont commencé à douter de la solvabilité réelle de l'Etat américain et ont pu grâce au système existant engranger d'importantes réserves d'or en provenance des Etats-Unis. La panique était palpable lorsque le Président a décidé de contrôler les prix. Il a surtout arbitré en faveur de l'imposition d'une surtaxe de 10 % sur les importations en août 1971, retirée en décembre de la même année, ce qui néanmoins était contraire à la politique de libre échange et d'équilibre du marché par la main invisible prônée par l'école de pensée dominante fondant et justifiant les thèses des économistes classiques comme Adam Smith et David Ricardo.

La décision du Président Nixon de 1971 n'a pas empêché la dévaluation du dollar américain au printemps 1972 avec en cascade une fuite de capitaux sans précédent des Etats-Unis, la fin de près des 2/3 du marché mondial des transactions en or en fin 1972 et surtout le choc pétrolier de 1973 avec un quadruplement du prix du pétrole.

9. Le système de changes flottants : la montée et la fin de l'unilatéralisme américain

Avant la seconde guerre mondiale, la livre sterling (la monnaie britannique) était la devise dominante dans les transactions financières et servait d'ailleurs d'équivalent général. La crise économique et financière de 1929 a fait du dollar une simple monnaie de référence dans l'entre-deux guerre. Les accords de Bretton Woods ont conduit à arrimer le dollar américain à l'étalon-or, une once valant 35 dollars américains de l'époque. Au delà de la fluctuation de 1 % autorisée au dessus et au dessous de l'étalon accepté communément, les banques centrales devaient intervenir pour ramener le monnaie à l'équilibre en s'échangeant des stocks d'or.

La fin unilatérale du régime de change fixe a ouvert la brèche à un système de régime de changes flottants et organisé où les plus malins ont compris qu'il suffisait d'arrimer leur monnaie sur le dollar des Etats-Unis et d'en tirer un double avantage provenant d'une fixation organisée et d'un flottement organisé. La monnaie chinoise arrimée au dollar des Etats-Unis en est une illustration intéressante, ce d'autant plus que ce pays ne présente aucun problème de balance des paiements si ce n'est justement celui du surplus.

Demander aujourd'hui à la Chine de réévaluer sa monnaie pour "*aider*" les économies avancées à traverser une période difficile reviendrait à se poser la question de savoir ce que les mêmes économies avancées ont fait pour aider les pays en développement et émergents en période de vaches grasses. En réalité en choisissant de contrôler le compte courant de la balance des paiements, en réalité régulièrement excédentaire, la Chine a simplement respecté une simple règle de gestion macro-économique : la régulation stricte avec d'ailleurs des efforts notables sur la réduction des importations. Au niveau du compte de capital et des opérations financières de la balance des paiements chinoise, la situation est aussi saine car l'absence de déficit cumulé au niveau du compte courant tend à promouvoir une appropriation des actifs chinois par les nationaux et moins par les non-nationaux. Aussi, les performances globales de l'économie chinoise viennent en fait profiter directement aux populations locales, malgré les inégalités. Il y a

donc un effet de levier vertueux entre la régulation, l'accumulation redistribuée, l'effet de levier en priorité au niveau national et le recours minimal au capital étranger pour soutenir les capacités productives et les échanges intra-chinoises et intra-régionales.

10. Thérapie de choc : le prix Nobel de la paix attribué à un dissident chinois

Au niveau de la balance des paiements, les approches aux Etats-Unis et dans les pays adeptes du Consensus de Washington sont inverses à celles poursuivies par la Chine. Le déficit du compte courant et le recours au capital étranger sans une véritable rentabilité en interne n'ont fait que creuser au niveau de la balance des paiements, le compte de capital et des opérations financières. Celui-ci a été gonflé avec des opérations hors bilans et non prudentes que la crise financière de 2008 n'a fait que révéler sans en éponger les déficits sous formes d'actifs toxiques. Alors parler de régulation et refuser de dévaluer le dollar américain pour s'ajuster au plan mondial est un parti pris. Les Etats-Unis de Barack Obama doivent apprendre à arrêter la langue de bois et reconnaître tout en endossant la responsabilité de la mauvaise gouvernance mondiale passée, notamment sous l'Administration George W. Bush Junior. Ne pas le faire n'est qu'un reflet de choix économiques dogmatiques, et peut-être un manque de clairvoyance au niveau des changements des rapports de force économique au plan mondial. Alors, il est préférable, pour certains, de tenter d'intimider la Chine pour l'amener à réévaluer sa monnaie. D'autres, notamment le jury du prix Nobel de la paix a choisi de politiser sa décision en choisissant un dissident chinois, Liu Xiaobo, défenseur de la liberté en Chine¹².

Plus important, cette demande formelle de solidarité financière des Etats-Unis lors de l'Assemblée annuelle des institutions de Bretton Woods et enrobée sous la réévaluation du Yuan, la monnaie chinoise pose un problème simple. La réponse ne s'est pas fait attendre puisque le Gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhou Xiaochuan, a rejeté une réévaluation rapide de sa monnaie, le Yuan, et opte pour un mouvement progressif afin de retrouver un *"niveau plus équilibré"* plutôt qu'une *"thérapie de choc"* pour mettre fin à une *"guerre des monnaies"* unilatéralement décrétée par les économies souffrant d'une croissance molle et soutenant de moins en moins la croissance économique mondiale¹³.

Mais venons-en aux sources de ces différences d'appréciation ! Quand est-ce que dans l'histoire, les économies avancées ont délibérément et unilatéralement choisi d'aider effectivement les économies pauvres si ce n'est d'y faire les ponctions avec ou sans sous-traitance des dirigeants des pays sous influence ? Aussi, au delà de la nécessité d'un réaligement des monnaies, c'est bien le problème du solidarisme contractuel dans l'architecture financière mondiale qui est posé¹⁴. La menace voilée américaine et les attaques récentes contre l'image économique de la Chine sous le couvert de la *"guerre des devises"*¹⁵ ne peuvent que nuire à la lente et faible reprise d'une économie mondiale encore convalescente. Le besoin d'ajustement ponctuel ne peut servir de pis aller devant un besoin réel d'avoir des règles transparentes et prévisibles face à l'unilatéralisme américain. Celui-ci est imité à un degré différent par la monnaie FCFA issue du régime de Vichy¹⁶ où l'unilatéralisme et un système subtil de comptes d'opération permettent de faire gérer les surplus des pays africains francophones ayant souscrit à ce système. Cela conduit à une ponction systématique des richesses africaines au profit de la France, ou plutôt de la Françafrique.

11. Pensée dominante en économie n'est plus dominante

Les politiques économiques prônant le libre échange et le réajustement automatique du marché par une main invisible telle que l'école de pensée dominante en économie le prône ont malgré tout pris un peu de plomb dans l'aile lors des Assemblées annuelles d'octobre 2010 des institutions de Bretton Woods. Au cours de la crise financière de 2008, Il y a eu un interventionnisme massif de l'Etat et de nombreux Etats ont relancé le protectionnisme commercial sous couvert de régionalisme, voire pour les grands pays disposant d'un avantage militaire, du renforcement des barrières tarifaires ou non tarifaires des produits dont l'entrée doit être limitée.

Croire encore comme l'affirme Ben Bernanke que les théories économiques ne sont pas en cause pour maintenir la dérégulation et le libre-échange avant, pendant et après la crise financière de 2008 ne peut se justifier que dans des conceptions dogmatiques et occidendo-centristes de l'économie. En poursuivant à l'extrême ce raisonnement des gardiens du temps de l'orthodoxie de l'économie néoclassique, il faut alors se demander pourquoi, les Etats-Unis, par la voix de leur responsable au Trésor, Timothy Franz Geithner, l'actuel secrétaire d'Etat au Trésor après avoir été le Président de la Federal Reserve Bank de New York, insistent tant à lancer une *guerre des devises* avec la Chine. Le problème ne peut plus se discuter sur la base d'une intimidation, ni même d'alliances entre pays avancés. Le G20 élargi aura son rôle à jouer.

Le problème est d'abord économique et suppose que les Etats-Unis comme de nombreux pays de l'Union européenne reviennent à une gestion saine macro-économique de leur économie. Les déficits budgétaires ne peuvent plus être conçus comme devant être payés par d'autres comme ce qui se passe encore, sous d'autres formes plus subtiles, avec le Franc CFA en zone francophone.

12. L'économie du "laissez faire" crée du chômage et de la vulnérabilité

A côté de cette problématique de la saine gestion des Etats, il y a tout simplement un vrai problème de la théorie économique. Que fait-on de l'économie de distribution ou de redistribution si le principe de la création de richesse par la spéculation et la dérégulation est préféré à l'industrialisation et le développement des valeurs ajoutées ? Que fait-on de l'économie réelle si le choix pour l'économie virtuelle ne crée pas d'emplois et semble même en détruire plus qu'il ne peut en créer ? Si rien n'est fait, alors l'Organisation International du Travail continuera par la voix de son Directeur général, Juan Somavia, à sonner le tocsin sur la hausse exponentielle du chômage et des risques de déstabilisation potentielle à terme de l'équilibre social au sein même des sociétés dites avancées, sans compter les explosions dans certains pays en développement adeptes inconsidérés de la contre-vérité des urnes.

C'est pourtant cette théorie économique du *laissez faire* et de la dérégulation poursuivie pendant des décennies et fondée sur la priorité à l'actionnaire, ceci aux dépens du travailleur, qui a conduit à la crise financière de 2008 et ses conséquences multiples et diffuses sur l'emploi. C'est ainsi que selon le Bureau international du Travail, plus de la moitié de la main d'œuvre mondiale (soit 50,6 %) est un travailleur en situation d'emploi vulnérable avec une augmentation de plus de 100 millions entre 2008 et 2009. Le nombre total de personnes sans emplois enregistré dans le monde dépasse les 212 millions en 2009, soit plus de 6,5 % de la population mondiale¹⁷ en sachant que de nombreux sans emplois ne sont pas "enregistrés" du fait de l'informalité du travail et les manques de moyens dans les services statistiques des pays pauvres. On comprend pourquoi le

Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Juan Somavia, en appelle au même volontarisme des dirigeants du monde pour sauver les banques que pour créer des emplois décents¹⁸.

Pour l'Afrique subsaharienne, la situation est plus que préoccupante puisque les différents scénarii du BIT estiment que le nombre des travailleurs dans cette région en situation d'emploi vulnérable oscille entre 75,7 % et 79,6 % de la population¹⁹. En définitive, la question sur toutes les lèvres est la suivante : qui en Afrique subsaharienne ne sera pas victime tôt ou tard de la précarité ? C'est d'ailleurs cette peur du lendemain qui conduit non seulement certains chefs de l'Etat à modifier les constitutions pour perdurer au pouvoir mais surtout à assurer du travail à un réseau clientéliste encore plus anxieux sur son devenir. Il suffit d'intégrer l'armée non-républicaine dans ce jeu huilé par la corruption pour la démocratie et les libertés publiques deviennent palliatives et légitimées par les pays dit avancés.

On se demande alors pourquoi, tous les Chefs d'Etat africains (plus de 51) qui ont collectivement approuvé, au niveau de l'Union africaine, *l'initiative de renforcement des capacités productives en Afrique en 2004*, ont choisi d'oublier de la mettre en œuvre, car ce n'est pas en poursuivant des politiques non stratégiques et alignées sur des intérêts ne répondant pas aux priorités de leur population qu'ils pourront s'en sortir par "*eux-mêmes*" comme tous semblent le clamer ces derniers temps à qui veut bien les entendre.

13. Le G20 élargi aux économies fragiles

Dominique Strauss Kahn, le Directeur général du FMI, peut bien affirmer qu'il faut rééquilibrer l'économie mondiale à moyen-terme et avoir des bonnes intentions sur la création d'emplois en ces temps de sortie de crise. Il oublie de faire le bilan du FMI pour ce qui est des conséquences encore palpables des plans d'ajustement structurels en Afrique et les difficultés rencontrées par son institution à corriger le tir. Mais le FMI sous sa direction gagnerait à offrir un rapport sur *les conséquences des avis et conseils erronés du FMI en matière de création d'emplois et neutralisation des capacités productives en Afrique et plus globalement dans les pays émergents et les pays en développement*. Un tel rapport exécuté par des experts, indépendants des institutions de Bretton Woods, de la banque centrale américaine (FED) et du Secrétaire d'Etat au Trésor américain, pourrait certainement ouvrir les yeux de certains dirigeants du G20. C'est alors que le lien direct entre économie et emploi décent, ou plutôt économie orthodoxe et inégalité dans les opportunités d'accès à l'emploi pourrait conduire certains d'entre eux à plus d'humilité. Le G20 qui devra nécessairement être élargi avec une représentation des économies fragiles gagnerait en crédibilité.

Le Président de la Banque mondiale a fait un premier pas encourageant. Espérons que d'autres suivront. Le suivisme de la Banque africaine de développement devrait alors prendre fin pour qu'enfin des approches alternatives en économie prennent la relève pour une renaissance africaine dans le domaine de la création de richesse endogène. Peut-être que c'est cela que le Président ivoirien, Laurent Gbagbo, a compris en rappelant dans sa campagne électorale (9 octobre 2010) et s'il est élu que l'argent du pétrole servira à doubler la production agricole du cacao, elle-même gagnera en productivité avec la transformation industrielle de ce cacao sur tout le territoire ivoirien afin de soutenir la création d'emplois pour un plus grand nombre de ses concitoyens. Une telle approche ne repose assurément pas sur la mise en œuvre des préceptes du Consensus de Washington, encore moins sur les théories de non-interventionnisme des économies orthodoxes

dominantes. Le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, l'a compris, mais aura-t-il les moyens de le mettre en œuvre ?

14. Interventionnisme de l'Etat, démocratie et approche dans un état de droit

L'avenir de l'Afrique passe donc par une économie alternative avec de l'interventionnisme intelligent de l'Etat qui respecte l'état de droit. En réalité, pour retrouver l'indépendance et la souveraineté de la Chine sur son destin et sa monnaie, il y a lieu de mieux comprendre l'approche sinocentrique. En Afrique, l'approche afrocentrique existe mais reste enfouie sous les pesanteurs des relations de vassalité et de féodalité moderne de la postcolonie. Assurément, le temps de la renégociation des stratégies globales engageant l'avenir des Peuples est ouvert. Au lieu d'intimider ou de menacer, il y a lieu pour les approches eurocentriques de type impérialiste de verser dans l'humilité et d'accepter de se mettre à jour face à la montée en puissance des pays émergents.

Après tout, la Chine est devenue l'une des premiers soutiens de la croissance économique mondiale et alors qu'elle a réussi le pari de passer de 835 millions de personnes (soit 84 % de la population totale) vivant dans l'extrême pauvreté en 1991 à 208 millions de personnes en 2005 (soit 15,9 %). Aussi, la Chine peut affirmer aussi de "*ce qui est bien pour la Chine est bien pour le monde*²⁰". Peut-être les pays émergents sont en train d'en faire autant. Mais, il s'agit bien d'une mauvaise gouvernance économique des pays dits avancés reposant sur des théories fondées sur l'accumulation de la richesse par l'appropriation des richesses des autres. Ce postulat dogmatique et impérialiste ne fonctionne plus au profit de ceux qui croyaient n'être que des "*économies avancées*" pour la vie. Ils oublient qu'il ne s'agit là que d'une organisation compétitive et concurrentielle des modes d'organisation et de respect des règles économiques dans un monde globalisé dont de nouveaux membres n'acceptent plus de se voir spolier de leur richesse accumulée.

15. Conclusion : Innovation alternative au Consensus de Washington

Il est plus facile de comprendre le consensus anti-consensus Washington qui a émané de l'assemblée annuelle des institutions de Bretton-Woods. Il s'agit bien d'un double processus de *destruction créative* et de *création destructive* au sens de l'économiste autrichien Joseph Schumpeter²¹ à savoir un processus de mutation industrielle qui révolutionne constamment la structure économique de l'intérieur, tout en détruisant sans cesse l'ancienne du fait la création de la nouvelle, d'où l'importance accordée à l'innovation. Il faut donc introduire de l'innovation dans le Consensus de Washington en détruisant ses méfaits sur les économies émergentes et en développement. Ceci doit être compris et doit sonner la fin des rendements décroissants pour les économies émergentes et en développement, si elles sont gérées sur une base de la transparence et du solidarisme contractuel²². Il faut absolument apprendre à surveiller les choix et décisions économiques des pays avancés pour qu'ils n'impactent plus négativement les pays émergents et les pays en développement, l'Afrique en particulier.
YEA.

-
- ¹ Dave Clarke et Kristina Cooke, Alexandre Boksenbaum-Granier, "Inquiétude sur une application trop rapide de Bâle III", in *Nouvel Observateur*, 10 octobre 2010, voir <<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/economie/20101010.REU1311/inquietude-sur-une-application-trop-rapide-de-bale-iii.html>>, accédé le 11 octobre 2010.
- ² Thomas Vendryes, « Les échecs du « consensus de Washington » », in *La Vie des idées*, 9 mars 2009. voir <<http://www.laviedesidees.fr/Les-echecs-du-consensus-de.html>>, accédé le 7 octobre 2010.
- ³ Ben Bernanke, *The implications of the financial crisis for economics*, Discours à l'Université Princetown, 24 September 2010, voir <<http://www.bis.org/list/cbspeeches/index.htm>>, accédé le 9 octobre 2010. Selon Ben Bernanke en anglais : *The "recent financial crisis was more a failure of economic engineering and managements than of what I call economic science". In other words, the principles and theories of orthodox economics are broadly right and stood up to the test of the crisis; it was the implementation of those theories and the monitoring of their execution that went wrong.*
- ⁴ Martin Wolf, "George Soros warns of trade wars and double dip", Video of *Financial Times*, 8 octobre 2010, Interview de George Soros, voir <<http://video.ft.com/v/628821310001/IMF-official-G20-must-agree-to-stop-currency-war>>, accédé le 10 octobre 2010.
- ⁵ IMF, *World Economic Outlook: Recovery, Risk and Rebalancing, October 2010*, IMF, Washington D.C., 2010
- ⁶ IMF Survey online, "IMF Urges Global Cooperation to Meet 4 Key Challenges", IMF-WORLD BANK ANNUAL MEETINGS, 7 octobre 2010, voir <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2010/NEW100710A.htm>>, accédé le 8 octobre 2010
- ⁷ IMF Survey online, op. cit.: La citation en anglais : *"We need growth with jobs. Growth without jobs doesn't mean much for the man in the street. So obviously, for us, the crisis will not be over until the unemployment rate decreases significantly."*
- ⁸ Klaus Brinkbäumer and Ullrich Fichtner, "Money Is Power. An Inside View of the IMF's Massive Global Influence", translated into English by Christopher Sultan, in *Spiegel online*, 04 octobre 2010, voir : <<http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,721158,00.html>>, accédé le 9 octobre 2010
- ⁹ AFP et Le Monde, "La Banque mondiale augmente son capital", in *Le Monde*, 25 avril 2010, voir : <http://www.lemonde.fr/organisations-internationales/article/2010/04/25/la-banque-mondiale-augmente-son-capital_1342452_3220.html>, accédé le 10 octobre 2010.
- ¹⁰ Mounia Daoudi, "La réforme des droits de vote à la Banque mondiale profite aux émergents", 26 avril 2010, in RFI, voir <<http://www.rfi.fr/contenu/20100426-reforme-droits-vote-banque-mondiale-profit-emergents>>, accédé le 9 octobre 2010.
- ¹¹ World Bank, "La Banque mondiale réforme le pouvoir de vote, obtient une injection de 86 milliards de dollars", *World Bank Online*, Communiqué de Presse, voir : <<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,,contentMDK:22556247~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>>, accédé le 10 octobre 2010 ;
- ¹² Etienne Tayot, "C'est quoi le Prix Nobel", in *Blog Afrique Intègre d'Etienne de Tayo*, voir <<http://www.edetayo.blogspot.com/>> accédé le 11 octobre 2010 ; Suite à l'attribution du prix Nobel de la paix 2010 à un Liu Xiaobo, un dissident prisonnier politique en Chine, la décision du jury d'Oslo risquent de pas favoriser la sortie de prison de ce cet opposant politique, surtout que le Gouvernement chinois y voit une forme grave d'ingérence dans leurs affaires intérieures.
- ¹³ Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Reuters, "Assemblée annuelle du FMI : La Chine refuse de réévaluer le Yuan", vendredi 8 octobre, 2010, voir <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2010/10/08/012-fmi-guerre-monnaies.shtml>> accédé le 11 octobre 2010.
- ¹⁴ Yves Ekoué Amaïzo, *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, collection "interdépendance africaine", éditions Menaibuc, Paris, 2010, 204 pages ; voir Librairie Edilac/Menaibuc, 18 rue Armand Carrel, 75019 Paris, France, tel et fax : 0033 1 42 63 62 88 et Email: espacemenaibuc@gmail.com
- ¹⁵ Martin Wolf, "IMF official: G20 must agree to stop currency war", video of *Financial Times*, Interview de Min Zhu, Special Advisor to the Managing Director of IMF, voir <<http://video.ft.com/v/628821310001/IMF-official-G20-must-agree-to-stop-currency-war>>, accédé le 10 octobre 2010.
- ¹⁶ Nicolas Agbohohou, *Le Franc CFA et l'EURO contre l'Afrique*, éditions Solidarité A.S., Paris, 1999
- ¹⁷ ILO, *Global employment trends 2010*, ILO, Geneva, January 2010, p.58 voir : <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_elm/---trends/documents/publication/wcms_120471.pdf>, accédé le 9 octobre 2010.

¹⁸ OIT/BIT, "Le chômage a atteint un niveau record en 2009 : Somavia appelle à faire preuve d'autant de volontarisme pour sauver et créer des emplois que pour sauver les banques", communiqué de Presse 26 janvier 2010, voir <http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--fr/WCMS_120466/index.htm>, accédé le 9 octobre 2010.

¹⁹ ILO, op.cit. p. 53.

²⁰ Cette formule était jusqu'à récemment utilisée presque exclusivement par les dirigeants américains.

²¹ Ce concept a été créé par Joseph A. Schumpeter dans son livre intitulé : *Capitalism, Socialism and Democracy*, Harper Perennial Modern Classics, London, UK, 1942 reprint, 2008. Il s'agit d'un processus de mutation industrielle qui révolutionne constamment la structure économique de l'intérieur, tout en détruisant sans cesse l'ancienne du fait la création de la nouvelle.

²² Yves Ekoué Amaïzo, op.cit., p. 101.